

## **Appel aux Maires de France et aux Français de bonne volonté**

**Henri Guaino**

9 septembre 2016

Aujourd'hui s'achève la période de collecte des parrainages pour la primaire de la droite et du centre.

Comme les Français ont pu le constater au cours de ces dernières semaines et plus encore au cours de ces derniers jours, elle a donné lieu à bien des palinodies qui seraient simplement ridicules si elles n'abîmaient autant la politique.

Elle aura été le théâtre, depuis des mois, de toutes les petites manœuvres, les petits calculs de la vieille politique politicienne avec son lot de pressions, d'intimidations, de manipulations, d'échanges de bons procédés, mais aussi de pusillanimité, de petites lâchetés, de reniements, d'hypocrisie, de promesses de portefeuilles.

Chacun de ceux disposant d'un clan de notables à son service et de fichiers dont les autres étaient privés cherchant par tous les moyens à ramasser le plus grand nombre possible de parrainages dans le seul but d'étouffer et de décourager ceux qui n'avaient pas des moyens comparables, aucune information sérieuse des adhérents et des élus locaux n'ayant été organisée, aucun courrier ne leur ayant jamais été adressé, on peut dire, et je pèse mes mots, qu'au-delà du mauvais coup porté à l'esprit de la Vème République ces primaires sont une escroquerie démocratique.

A peine corrigée, pour sauver la face devant la pression médiatique, par quelques arrangements de dernière minute en forme d'alibi.

L'objectif qui était poursuivi est pleinement atteint : verrouiller le système pour préserver l'entre soi de quelques notables de la politique.

Dire que je suis surpris par les comportements des uns et des autres, de certains de mes collègues serait bien excessif. Je fréquente depuis trop longtemps le milieu politique. Mais dire que je ne suis pas déçu par les élus et les militants de ma famille politique serait mentir.

Décidemment, j'ai le sentiment d'être bien loin des valeurs, des principes, des engagements du mouvement auquel j'ai adhéré il y a bien longtemps, si lié au Gaullisme et à son histoire, où sont passés les héritiers de Pierre Messmer, de Jacques Chaban-Delmas, de Michel Debré, de Yves Guéna, des Charles Pasqua, des Philippe Séguin ? Où sont passés le sens de l'honneur, le sens de l'Etat, le patriotisme, l'amour des gens ? Il faut dire que tout a été fait pour effacer cet héritage.

La primaire socialiste de 2012 avait déjà été, à gauche, la revanche de la vieille SFIO et de la IVème République sur la Vème avec les conséquences que l'on sait sur le quinquennat qui s'achève et dont nos institutions ne sortiront pas indemnes.

A son tour la primaire de la droite et du centre signe aujourd'hui le retour du régime des partis qui a si souvent dans l'Histoire conduit notre pays au désastre.

Dans l'esprit de la Vème République, un candidat à l'élection présidentielle ne peut pas être celui d'un camp, encore moins celui d'un parti pour la simple raison qu'il aspire à devenir l'Homme de la Nation tout entière et à en incarner l'unité.

Tout autre conception de la fonction présidentielle abaisse celle-ci et abîme dangereusement son autorité.

Dans ma famille politique, la famille gaulliste, le parti pouvait apporter son soutien à tel ou tel candidat mais il n'y a jamais eu d'investiture du parti, c'est pour cela que Jacques Chirac a pu soutenir Valérie Giscard d'Estaing en 1974, que Michel Debré a pu se présenter en 1981 et qu'Edouard Balladur a pu être candidat en 1995.

Les primaires de la droite et du centre s'inscrivent dans la perspective d'une élection par défaut d'un candidat qui se retrouverait opposé au second tour à Madame Le Pen.

Il s'agit donc, avec un processus verrouillé, d'organiser une sorte de hold-up d'un camp, ou plutôt d'une partie d'un camp sur la présidentielle la plus importante depuis des décennies du fait des circonstances dans lesquelles elle se déroule.

Notre pays a plus que jamais besoin d'être gouverné. Il ne le sera pas par un Président élu par défaut, sans confiance et sans mandat après un hold-up de quelques millions au mieux de votants à la primaire, sur une élection nationale qui mobilise habituellement plus de 80% du corps électoral.

Le calcul politicien de l'élection par défaut après le hold-up des primaires et quatre tours d'élection au cours desquels chacun sera porté à dire tout et son contraire, serait irresponsable.

Dans ses idées comme dans ses comportements le système qui nous gouverne et qui nous a conduit où nous en sommes est devenu aussi délétère que celui de la fin des années 30 ou celui de la fin des années 50.

Comme tous les systèmes politiques devenus incapables de relever les défis de leur temps et d'affronter les désordres du monde, il se replie sur lui-même et cherche à se perpétuer par tous les moyens alors qu'il est déjà condamné par l'Histoire. Pour éviter le sort des Républiques précédentes, il faut le changer.

Notez bien qu'il s'agit d'une réforme intellectuelle et morale plutôt que d'une réforme institutionnelle. Faire passer son pays avant son parti est une exigence morale.

Croire que la seule chose qui compte c'est de gagner les élections et qu'après on verra bien est une idée folle.

Cette élection est l'occasion d'en finir avec cette vieille politique politicienne sans attendre une nouvelle crise grave de la Démocratie. A condition de substituer aux anciens clivages les oppositions de notre époque.

Il n'y a plus la droite et il n'y a plus la gauche autrement que sous la forme des partis.

Mais il y a ceux qui disent aux Français : si nous sommes en difficultés c'est parce que vous avez trop bien vécu depuis 40 ans et ceux qui trouvent ce discours parfaitement indécent.

Il y a ceux qui proclament, qu'il faut « s'adapter à la mondialisation », c'est-à-dire « subir » et ceux qui veulent se donner les moyens d'agir dans le monde tel qu'il est.

Il y a ceux qui veulent en finir avec la Nation et ceux qui la regardent comme une indispensable communauté de destin, de culture, de partage et la condition pour qu'un peuple puisse être libre d'écrire sa propre histoire.

Il y a ceux qui veulent opposer l'Etat et la République aux féodalités, aux principautés, aux communautés et

aux tribus et ceux qui veulent abaisser l'Etat devant les féodalités, les principautés, les communautés et les tribus.

Il y a ceux pour lesquels la question de la civilisation, la question de la Nation et la question sociale sont indissociables et ceux qui récuse la question sociale.

Et il y a ceux qui pensent que l'identité ne peut pas être abordée sans l'économie et l'économie sans l'identité et il y a ceux qui ne veulent parler que de l'identité.

Il y a ceux qui pensent que tout s'achète et que tout se vend et ceux qui ne le pensent pas parce que pour eux une vie n'est pas une marchandise.

Il y a ceux qui pensent que la meilleure politique est celle qui oppose les catégories de Français les unes aux autres - la vieille politique du diviser pour régner - et ceux qui pensent qu'au contraire il faut les unir.

Il y a ceux qui veulent ajouter la dureté et la violence de la politique à la dureté et à la violence de la vie.

Il y a ceux qui pensent qu'il ne faut jamais ajouter la dureté à la dureté et la violence à la violence et que l'autorité, et la fermeté ce n'est ni la dureté ni la violence.

Si nous ne mettons pas ces oppositions au cœur des débats de la présidentielle, si nous ne les abordons pas de front, le rendez-vous sera manqué et nous le payerons très cher.

Si nous ne nous décidons pas à prendre enfin à bras le corps les sujets qui fâchent : la réforme de la justice, le service militaire, l'école, le combat pour une forme de civilisation qui nous est chère, nous manquerons le rendez-vous si important de cette présidentielle.

Nous le manquerons si nous ne remettons pas enfin en cause les alibis de tous nos renoncements : le politiquement correct, l'Europe, le gouvernement des juges, des autorités indépendantes, des bureaucraties, et bien sûr l'économie, les politiques d'austérité, la mondialisation, la religion de la concurrence et du libre-échange, celle de la finance globale et de ses excès et au bout du compte l'impuissance supposée de la politique qui est en réalité une défaillance de la volonté, de l'intelligence et de la morale.

C'est avec effarement que je vois se dessiner à gauche comme à droite ce rendez-vous manqué.

Tout le monde parle de faire de la politique autrement.

Entre ceux qui veulent garder leurs places et ceux qui n'ont à opposer au système que la politique de l'argent et des dîners en ville, il est peut-être temps de faire autrement. Ne pas laisser aux extrêmes et aux porte-paroles de tous les égoïsmes la contestation d'un système devenu insupportable, qui abîme tant de vies, qui fait souffrir tant de gens pour satisfaire de médiocres ambitions. Voilà ce que je veux accomplir.

L'élection présidentielle n'est pas un combat qu'on doit livrer pour soi-même mais pour les autres, non pour donner un sens à sa propre vie mais pour aider les autres à donner un sens à leur vie.

Je me mets dès à présent en congé du bureau politique et de la commission d'investiture des Républicains.

Je mesure la transgression et l'extrême difficulté de s'attaquer seul au système, à ses appareils, à ses moyens.

Mais il appartient aux Français de choisir s'ils veulent continuer ou changer.

Il appartient aux élus et en particulier à tous les Maires de France de permettre avec leurs parrainages que les Français aient le choix. Le parrainage est un acte de civisme davantage qu'un soutien.

Je leur lance aujourd'hui un appel pour qu'enfin quelque chose d'autre soit possible. Et je prends ce jour rendez-vous avec eux.

Sans appareil, sans moyens, je n'irai pas à Londres faire des promesses aux financiers pour récolter des fonds.

Je ferai campagne avec les contributions que voudront bien m'apporter les Français de bonne volonté qui n'en peuvent plus de la vie qu'on leur fait et je lance ce jour une souscription nationale.

J'appelle tous les patriotes, tous les Républicains, tous ceux pour qui la France est une civilisation qui doit continuer de vivre à se joindre à moi pour opposer un refus catégorique aux alibis de toutes les fatalités et de tous les renoncements.

A mes compatriotes, je veux donc dire aujourd'hui en passant par-dessus les partis, Françaises, Français, le moment est venu de dire « non », ce « non » qui est la première expression de la liberté humaine, de votre liberté.

A vous de décider si vous acceptez que cette élection vous soit volée, ou si vous ne l'acceptez pas.